

COMMUNIQUE DE PRESSE

Stop au financement des armes à sous-munitions



Ce jeudi 29 octobre, à l'occasion de la sortie mondiale du rapport « *Worldwide investments in cluster munitions - a shared responsibility* » réalisé par IKV Pax Christi et Netwerk Vlaanderen, la Coalition contre les sous-munitions (CMC), dont fait partie Handicap International, a lancé sa campagne internationale de mobilisation contre le financement des armes à sous-munitions (BASM).

Interdire les BASM, c'est bien. Interdire aussi leur financement, c'est encore mieux. Cette affirmation, pourtant évidente en apparence, ne semble hélas pas partagée par tous. En effet, seulement trois pays - la Belgique, l'Irlande et le Luxembourg - ont déjà légiféré sur l'interdiction de financer ces armes.

Avant même le démarrage du processus qui devait aboutir au Traité d'Oslo contre les BASM, signé par Jean Asselborn en décembre dernier, Jean-Claude Juncker s'étonnait déjà auprès de Handicap International, en novembre 2007, de « l'hypocrisie » qui consisterait à interdire les sous-munitions tout en continuant d'autoriser leur financement.

Et pourtant, de nombreux pays, y compris des signataires du Traité d'Oslo, restent réticents à l'interdiction de financement des BASM, et de nombreuses institutions financières continueraient donc, selon le rapport de Netwerk Vlaanderen et d'IKV Pax Christi, de réaliser des opérations financières avec des producteurs de BASM.

Depuis 2007, 5 milliards de dollars auraient ainsi été prêtés à des producteurs de BASM et près de 12 milliards de dollars d'actifs auraient été acquis ou gérés par 138 institutions financières réparties à travers le monde. Si aucune d'entre elles ne sont originaires du Luxembourg, une vingtaine de leurs filiales y sont pourtant installées...

Mais le rapport ne se contente pas de mettre à l'index les « mauvaises » institutions financières. 14 organismes se démarquent ainsi par leur politique de désinvestissement dans les producteurs de BASM tandis que 13 autres sont sur le chemin d'un comportement plus sain, même si leur démarche souffre encore de points qui affaiblissent leur volonté éthique.

Les enjeux de cette campagne internationale contre le financement des armes à sous-munitions, à la lumière de ce nouveau rapport, sont simples : obtenir des gouvernements qu'ils mettent en place des législations claires, fermes et précises pour faire disparaître de leur territoire les investissements directs ou indirects vers les producteurs de ces armes meurtrières. Au niveau des institutions financières, il s'agit que ces dernières développent des politiques claires et transparentes de non-participation aux activités des producteurs de BASM tout en les appliquant à toutes leurs activités financières.

Le Luxembourg, en interdisant le financement des sous-munitions, a ouvert la voie d'une réflexion qui, selon Handicap International, se doit d'aboutir à la réalisation d'outils de contrôle et de monitoring de cette interdiction, comme par exemple la création et la mise à jour d'une liste de producteurs. D'autres pistes doivent aussi être explorées, comme l'impact sur les fonds indiciels ou l'exemple des fonds souverains...

A l'heure où la place financière luxembourgeoise se demande ce qu'elle sera dans les années à venir, Handicap International veut croire en ce qu'elle ne sera pas : l'un des financeurs mondiaux d'armes à sous-munitions.

CONTACT -----

► Pour plus d'informations :

Jérôme BOBIN, Responsable Communication

Tél. : 42 80 60-31

jbobin@handicap-international.lu

www.handicap-international.lu

www.sousmunitions.lu

www.youtube.com/Handicapinterlux

www.facebook.com/pages/Handicap-International-Luxembourg/122469380546

PHOTO -----

Laos, Mai 2006. Victimes de bombes à sous-munitions durant la guerre de 1970.

Copyright : © Tom Wagner pour Handicap International

RESSOURCES -----

Non aux BASM

www.sousmunitions.lu

Coalition contre les sous-munitions

www.stopexplosiveinvestments.org

Netwerk Vlaanderen

www.netwerkvlaanderen.be

IKV Pax Christi

www.ikvpaxchristi.nl